

Nombres des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	d'adoption Dates	Pages
2581 (XXIV)	Conférence des Nations Unies sur le milieu humain (A/7866)	21	15 décembre 1969	46
<i>Autres décisions</i>				
	Rapports du Conseil économique et social.....	12	13 décembre 1969	47
	Problèmes du milieu humain.....	21	15 décembre 1969	47
	Composition du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.....	40	17 décembre 1969	47

2503 (XXIV). Admission préférentielle ou en franchise des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement dans les pays développés

L'Assemblée générale,

Rappelant dans sa totalité la résolution 21 (II) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 26 mars 1968¹, par laquelle la Conférence a reconnu qu'un accord unanime s'était fait sur l'instauration, à une date rapprochée, d'un système mutuellement acceptable et généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, a créé un Comité spécial des préférences et a demandé que ce comité établisse son rapport final au Conseil du commerce et du développement, en indiquant que le but devrait être de régler les détails des arrangements dans le courant de l'année 1969, afin qu'il soit possible de chercher à obtenir les autorisations législatives et les dérogations requises dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce aussitôt que possible après,

Rappelant en outre l'espoir exprimé par de nombreux pays, dans la résolution susmentionnée, que les arrangements pourront entrer en vigueur au début de 1970,

Partageant la préoccupation que le Conseil du commerce et du développement a exprimée dans sa résolution 61 (IX) du 12 septembre 1969², tenant à ce que le but spécifié dans la résolution 21 (II) de la Conférence, qui consistait à régler les détails des arrangements dans le courant de l'année 1969, ne sera probablement pas atteint,

Reconnaissant que l'accord sur un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, constitue une mesure importante prise par la communauté internationale pour parvenir à des résultats concrets dans le domaine du commerce et du développement,

Prenant acte de la demande formulée par le Conseil du commerce et du développement dans sa résolution 61 (IX), à savoir que le Comité spécial des préférences présente son rapport final au Conseil lors d'une session extraordinaire qui se tiendra au début de 1970,

1. *Estime* que l'application, à une date rapprochée, d'un système généralisé de préférences, efficace et mutuellement acceptable, sans réciprocité ni discrimination, sera un exemple concret d'action internationale efficace dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement visant à favoriser l'expansion des échanges et à accélérer le

développement économique des pays en voie de développement, et constituera un élément capital de la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. *Accueille avec satisfaction* l'accord auquel sont parvenus les pays développés à économie de marché membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, selon lequel ils soumettront une documentation de fond à la Conférence au plus tard le 15 novembre 1969³, et demande que ladite documentation contienne, autant que possible, des informations concrètes et précises;

3. *Demande instamment* à tous les Etats membres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'engager des consultations constructives au Comité spécial des préférences, en vue de présenter un rapport final qui permettra au Conseil du commerce et du développement, lors de sa session extraordinaire, de parvenir à des solutions satisfaisantes concernant les arrangements, conformément au calendrier convenu au cours de la première partie de la neuvième session du Conseil, et de tenir compte de l'espoir exprimé par de nombreux pays, dans la résolution 21 (II) de la Conférence, de voir les arrangements entrer en vigueur au début de 1970.

1811^e séance plénière,
14 novembre 1969.

2509 (XXIV). Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures relatives à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, en particulier la résolution 2388 (XXIII) du 19 novembre 1968, ainsi que les résolutions du Conseil économique et social sur le même sujet,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁴;

2. *Reconnait* l'importance de la contribution que les activités de formation et de recherche de l'Institut représentent pour l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la poursuite de son double objectif, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité et la promotion du développement économique et social;

3. *Note et appuie* les arguments présentés par le Directeur général et faits siens par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un nouveau soutien financier à l'Institut, qui inaugure en

¹ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I et Corr.1 et 5 et Add.1 et 2: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), p. 41.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 16 (A/7616 et Corr.1), p. 245.

³ Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, neuvième session, Supplément n° 4A (TD/B/262/Rev.1), par. 21, al. ii.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 15 (A/7615).